



📍 Zones de santé (ZS) de Lolwa, Mambasa, Mandima et Nia-nia Territoire de Mambasa Province d'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC)

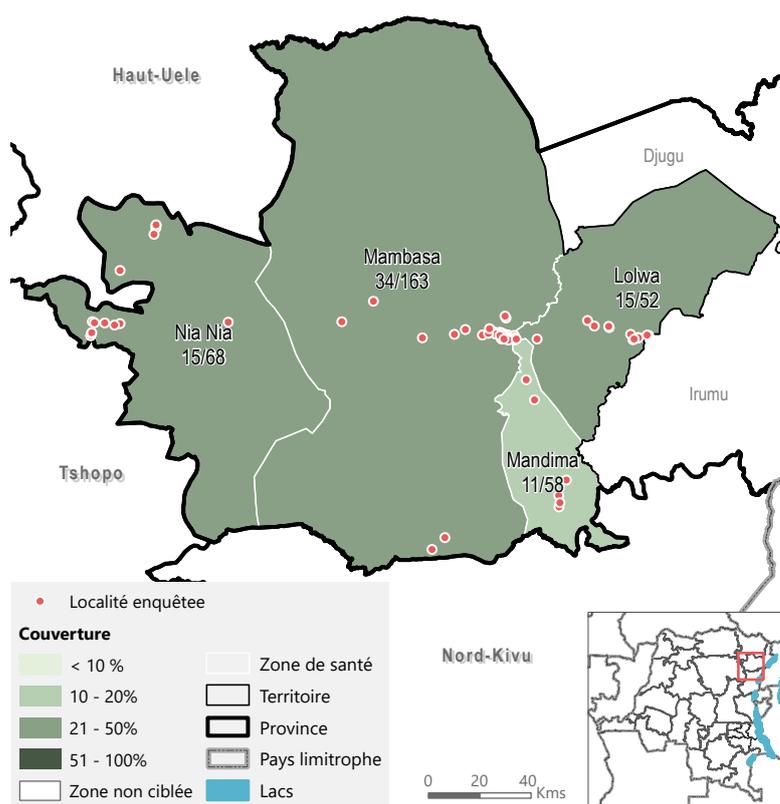
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

Les mouvements des personnes déplacées internes (PDI)¹ dans les localités évaluées au cours du mois précédant la collecte étaient presque entièrement attribués aux conflits armés. Ces conflits étaient à l'origine de nombreux chocs rapportés par les IC dans **81%** des localités évaluées, entraînant un large départ de plus de la moitié de la population. Les ZS de Mambasa (**33%**), Lolwa (**26%**), Mandima (**9%**), Nia-nia (**6%**) et Komanda (**4%**) étaient ainsi parmi les principales ZS d'origine des personnes déplacées internes. L'arrivée de PDI et / ou de retournées avait eu un fort impact sur les ressources alimentaires dans plus de 51% des localités.

-  **88%** où la présence de PDI a été rapportée
-  **63%** où la faim était rapportée comme importante avec des options limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture
-  **51%** où le temps nécessaire pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et revenir était de plus de 30 minutes
-  **68%** où le coût des soins trop élevé était la difficulté la plus importante qui limitait l'accès aux soins pour la majorité de la population
-  **97%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été signalé
-  **85%** où les frais de scolarité étaient rapportés comme la principale difficulté qui limitait l'accès à l'éducation pour la majorité des filles à l'école secondaire
-  **64%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Lolwa, Mambasa, Mandima et Nia-nia du 16 au 28 février 2024, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **174 enquêtes conduites à distance auprès d'informateurs clés (IC) dans 78 localités réparties dans 4 ZS du territoire de Mambasa**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en [page 8](#).

📊 NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.



Résumé des résultats clés et triangulation avec des données secondaires

Déplacements

Selon les IC, dans les localités évaluées où un choc affectant la population avait été rapporté (**65%**), les IC ont rapporté que ce choc a entraîné un large départ de plus de la moitié de la population. Les conflits armés étaient rapportés par les IC comme type de choc ayant affecté la population dans les ZS de Lolwa, Mandima, Mambasa et Nia-nia, dans respectivement **86%**, **70%**, **58%** et **58%** des localités évaluées. En décembre 2023, selon le rapport de OCHA sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), au moins 56 civils avaient été tués entre le 25 novembre et le 15 décembre dans des attaques armées contre des populations civiles à Mandima. Ces attaques avaient également poussé au moins 10 500 personnes à se déplacer à l'intérieur de la même ZS et vers la province voisine du Nord-Kivu, selon le même rapport.

Sécurité alimentaire

La faim demeurait problématique dans la plupart des localités évaluées. Cette évaluation a en effet révélé que moins de la moitié des localités évaluées avait accès à suffisamment de nourriture dans **69%** des localités évaluées. La réduction du nombre de repas par jour et / ou des quantités de nourriture par repas était rapportée comme stratégie d'adaptation dans **69%** des localités évaluées. En novembre 2023, le rapport de la FAO sur [l'impact des conflits sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence en Ituri](#), montrait que les territoires de la province d'Ituri présentaient des taux d'insécurité alimentaire élevés et une insécurité alimentaire sévère ou modérée pour 82% des personnes interrogées dans le territoire de Mambasa. Ces taux élevés avaient été expliqués par la persistance des conflits armés qui avaient un impact important sur la production agricole, la disponibilité d'intrants agricoles et de denrées alimentaires, le pouvoir d'achat des ménages, les prix des produits de base, etc.

Redevabilité

Dans 64% des localités évaluées du territoire de Mambasa, les informateurs clés avaient rapporté qu'au cours des 6 derniers mois, aucune aide humanitaire n'a été apportée dans leur localité. En octobre, selon le journal de la radio Okapi, [12 500 ménages des déplacés étaient en situation humanitaire difficile à Mambasa](#), la majorité était installée en dehors des sites aménagés dans le territoire de Mambasa et vivait dans des conditions difficiles depuis plusieurs mois. Il déclarait qu'il n'avait reçu aucune aide humanitaire depuis le début de cette année. La majorité des ménages déplacés dormaient dans des conditions difficiles et étaient exposés aux intempéries. Ils avaient donc fait appel aux autorités pour leur venir en aide.

Abris

Les besoins en abris demeuraient importants dans le territoire de Mahagi. En effet, selon cette évaluation, **99%** de la population déplacée n'avait pas d'abris et logeait dans des familles d'accueil. En février 2023, selon le rapport du PAM sur [l'évaluation rapide multisectorielle](#), la destruction de certains abris et de l'arrivée de nouveaux déplacés sur le site de KIBONGE, on notait une grande promiscuité, les risques des protections étaient présents lorsque plusieurs personnes dormaient ensemble dans une même maison, soit 12 à 15 personnes sans distinction de genre..

Protection

D'après cette évaluation, dans **58%** des localités évaluées, au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils avaient été tués était rapporté selon les IC. Dans **56%** des localités évaluées, selon les IC, criminalité et / ou exactions était rapportées comme principaux types d'incidents. En décembre 2023, selon le rapport de OCHA sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), plus d'une dizaine d'attaques ciblant des civils dans les ZS de Mandima et Lolwa (territoire de Mambasa) avaient été signalées par des sources locales et humanitaires. Au moins 71 civils avaient été tués entre le 31 octobre et le 24 novembre. Le 24 novembre, sept civils ont été tués et plus de 7 000 déplacés à l'intérieur de la ZS de Mandima lors d'une attaque.

Éducation

Dans 38% des localités évaluées, selon les IC, l'inaccessibilité ou la fermeture pour des raisons sécuritaires étaient les principales raisons expliquant l'absence d'école primaire fonctionnelle accessible à moins d'une heure de marche. En août 2023, selon le rapport du cluster éducation rapporté par OCHA sur [l'intensification de la réponse humanitaire dans la province de l'Ituri](#), au cours du premier semestre de 2023, l'Ituri était l'une des provinces les plus touchées par les incidents contre les établissements scolaires. À cette période, plus de 100 établissements scolaires étaient fermés, 8 détruits et 2 attaqués.

Santé

Le manque de médicaments et / ou de matériel médical disponibles était la deuxième difficulté la plus souvent mentionnée, dans respectivement 7/10, 14/28, 8/16 et 5/12 des localités des ZS de Mandima, Mambasa, Nia-nia et Lolwa. Selon le rapport de novembre 2023 de l'OMS, [rapport de référence 2023](#), selon les IC, plusieurs difficultés limitaient la population du territoire de Mambasa dans l'accès aux soins. Dans la ZS de Lolwa, les IC avaient rapporté que dans 33% des localités évaluées, l'insuffisance d'équipement constituait une barrière principale à la disponibilité de service essentiel. Toujours selon ce même rapport, dans 38% des localités évaluées, le manque de formation du personnel médical était rapporté comme barrière à la disponibilité des services de santé.

Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **81%** des localités évaluées, la population a été affectée par **un choc**. Ces chocs correspondaient dans **67%** des cas à des **conflits armés** et dans **19%** des cas à des **rumeurs** (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée des groupes armés, etc). Cela a entraîné **un large départ de plus de la moitié de la population** dans **65%** des localités concernées.

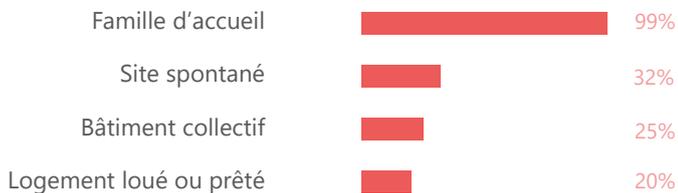
Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **88%** des localités évaluées, la **présence de PDI** a été rapportée. Parmi les localités dans lesquelles la présence de PDI a été rapportée, **une meilleure situation sécuritaire** et **la présence de la famille** étaient respectivement rapportées dans **81%** et **42%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. De plus, **un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine** a été rapporté comme condition principale pour un éventuel **retour** vers celle-ci, dans **100%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées¹ : (69 localités concernées, plusieurs réponses possibles, 3 réponses les plus souvent citées)

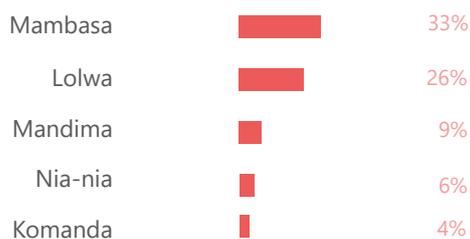


Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées² : (69 localités concernées, plusieurs réponses possibles, 4 réponses les plus souvent citées)



L'arrivée récente (depuis moins de 3 mois) de PDI ou de personnes retournées a eu **un fort impact** sur les ressources alimentaires dans **51% (30/59)** des localités concernées. La majorité de la population hôte était **prête à assister les déplacés** (PDI, retournés, réfugiés et rapatriés) aussi longtemps que nécessaire dans **66%** des localités concernées.

ZS d'origine des PDI, en % des localités évaluées³, top 5 : (69 localités concernées)



¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² Les lieux avec moins de 5% de réponses ne sont pas présentés.

³ Les IC avaient été interrogés au sujet de la ZS d'origine de la majorité des personnes déplacées arrivées de la dernière arrivée importante dans leur localité

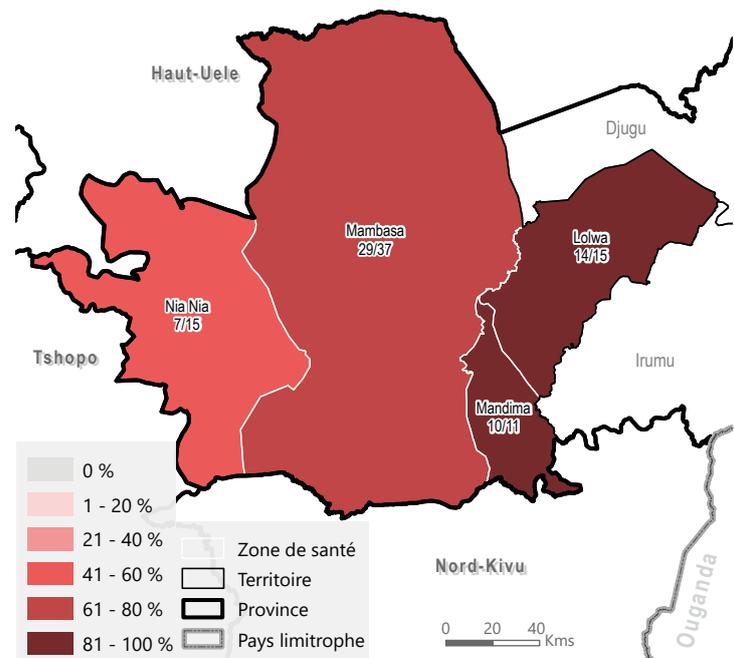
⁴ Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis

Personnes retournées

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées⁴ dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées¹ : (60 localités concernées)



% de localités évaluées dans lesquelles des personnes retournées ont été rapportées comme présentes au cours du mois précédant la collecte des données : (78 localités concernées)



La présence de personnes retournées a été rapportée dans 77% des localités évaluées.

Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées² : (60 localités concernées, plusieurs réponses possibles, 3 réponses les plus souvent citées)



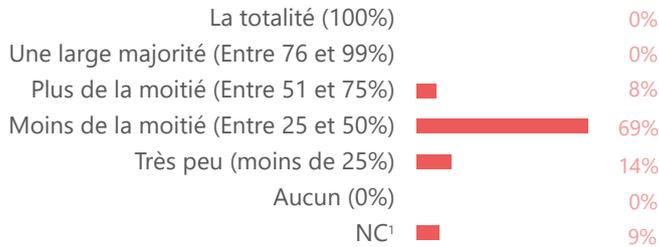


Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'agriculture était l'une des **principales sources de revenu** des ménages dans la majorité des localités évaluées (**95%**) selon les IC. Dans une majorité des localités évaluées (**77%**), **des destructions de cultures** au cours des 3 derniers mois avaient été rapportées par les IC, principalement causées par **la sécheresse (38%)** et **des affrontements armés** dans la zone (**22%**). En outre, dans **63%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que **la faim était importante** et que, les options étaient limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture.

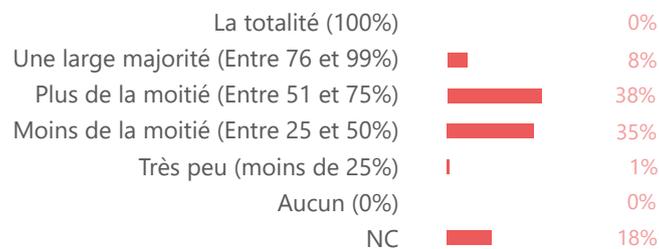
Proportion rapportée de ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :

(78 localités concernées)



Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :

(78 localités concernées)

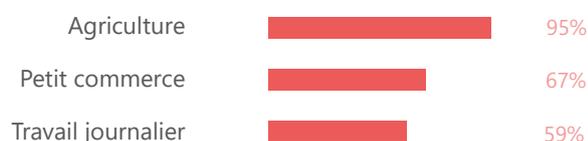


Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées² :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	1%	38%
Accès aux terres non sécurisé	49%	5%	0%
Manque de semences et / ou d'outils	14%	21%	5%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	10%	21%	1%
Manque de main d'œuvre	4%	12%	16%
NC	18%	22%	22%

Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées³ :

(78 localités concernées, plusieurs réponses possibles, 3 réponses les plus souvent citées)



¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

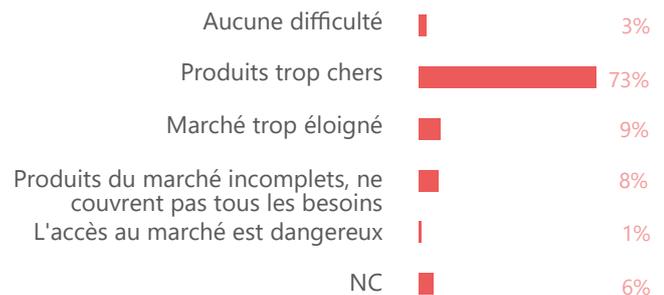
² La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

³ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

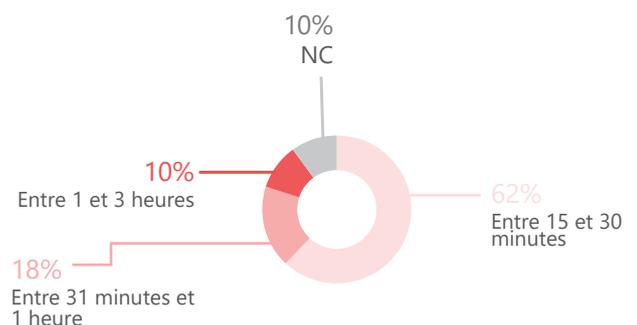
Différentes stratégies d'adaptation utilisées par la majorité des ménages pour faire face au manque de nourriture², en % de localités évaluées, par ZS :

	Nia-nia	Mambasa	Lolwa	Mandima
Diminuer le nombre de repas par jour et /ou les quantités de nourriture par repas	94%	65%	67%	55%
Emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'un ami ou un parent	6%	76%	53%	55%
Demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non apparentées	6%	44%	53%	65%
Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	0%	21%	33%	9%
Envoyer les enfants manger chez des voisins	0%	15%	20%	18%
NC	0%	9%	7%	18%

Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)

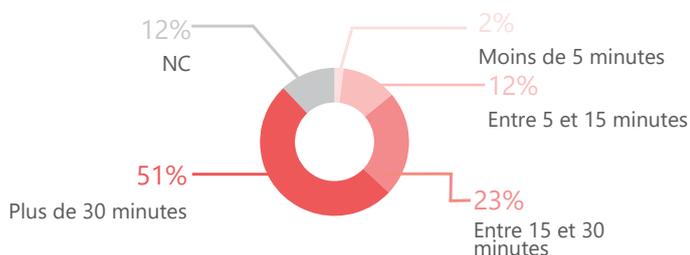


Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la majorité de la population pour boire, en % des localités évaluées, **par ZS** :

	Mambasa	Lolwa	Nia-nia	Mandima
Source améliorée ¹ (protégée de l'extérieur)	59%	53%	50%	45%
Source non-améliorée ²	29%	27%	38%	45%
Eau de surface	0%	0%	13%	0%
NC	12%	20%	0%	9%

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)



Selon les IC, dans **99%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des **latrines non-hygiéniques et non-acceptables**³ pour satisfaire leurs besoins. Dans respectivement **74%** et **64%** des localités où les problèmes d'assainissement ont été observés, les principaux problèmes étaient les **déchets solides et les matières fécales**, selon les IC.

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté / pas d'autre difficulté	5%	23%	43%
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop long	62%	20%	0%
Manque de récipients	4%	14%	12%
Qualité de l'eau / eau non-potable	4%	5%	12%
L'eau est trop chère	5%	5%	3%
NC	12%	25%	27%

Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁵ : (77 localités concernées)

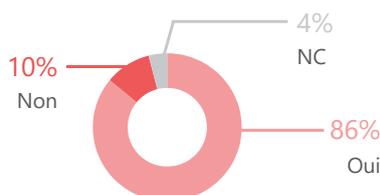
Installations impropres/non-hygiéniques	84%
Installations non-fonctionnelles	30%
Manque ou absence d'installations	29%

Parallèlement, la majorité de la population ne disposait pas de **savon et / ou de système fonctionnel de lavage des mains** dans **81%** des localités évaluées.

Santé

Dans **95%** des localités évaluées, la majorité de la population **avait accès à des soins lorsqu'elle en avait besoin**, selon les IC. Aussi, la majorité de la population pouvait **rejoindre une structure de santé fonctionnelle à moins d'une heure de marche à pied** dans **86%** des localités évaluées. Enfin, dans **92%** des localités évaluées, **la moustiquaire était utilisée** par la majorité de la population pour lutter contre les maladies à transmission vectorielle.

Accès à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté / pas d'autre difficulté supplémentaire	1%	22%	38%
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments etc.)	68%	13%	4%
Manque de médicaments et / ou de matériels médicaux disponibles	9%	52%	4%
Qualité insuffisante des soins fournis	1%	0%	36%
NC	12%	12%	13%

¹ Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

² Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

³ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

⁴ La réponse "Aucune difficulté / pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁵ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

Protection

Dans **58%** des localités évaluées, il y a eu au moins **un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués**, principalement du fait de la **criminalité (56%)**. C'était le cas dans 10 localités évaluées sur 17 de la ZS de Mambasa, suivie par la ZS de Nia-nia (7/12). Dans **64%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'il y a eu au moins un incident ou au moins une habitation a été **pillée, incendiée ou détruite**.

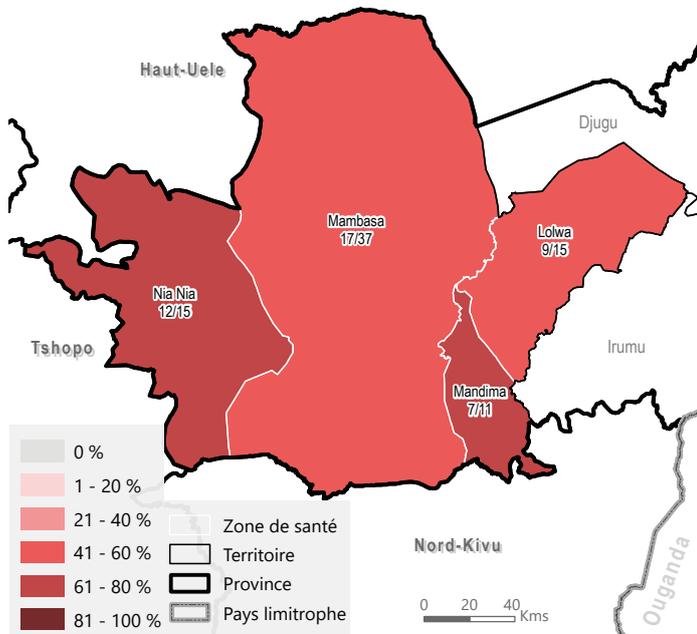
La majorité de la population ne pouvait pas se **déplacer librement** dans **54%** des localités évaluées. C'était dans respectivement **12/16, 8/11, 7/15 et 15/34** des localités évaluées des ZS de Nia-nia, de Mandima, de Lolwa et de Mambasa. Dans **95%** des localités concernées, la **Crainte pour la sécurité** était rapportée par les IC comme **raison limitant les mouvements de la majorité de la population**. Enfin, les IC ont rapporté la **présence de restes d'explosifs de guerre** dans **51%** des localités évaluées.

Dans **95%** des localités évaluées une partie des enfants a été impliquée dans des **activités économiques** en dehors du travail domestique



Dans **54%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se **sentait pas en sécurité** la plupart du temps.

% de localités évaluées où au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, par ZS :
(78 localités concernées)



Dans **40%** des localités évaluées, les IC ont rapporté que le **harcèlement et les violences sexuelles** étaient le principal risque auquel les femmes de 18 ans et plus étaient exposées.

¹ Aucun : 0% . / Très peu : Entre 1 et 24% . / Moins de la moitié : Entre 25% et 50% . / Plus de la moitié : Entre 51% et 75% . / Une large majorité : Entre 76% et 99% . / La totalité : 100% .

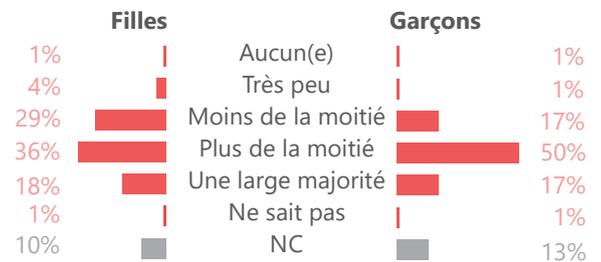
² Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

Éducation

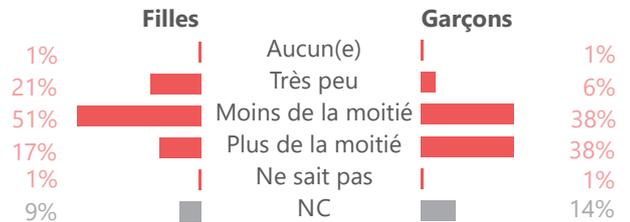
Dans **88%** des localités évaluées, **une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche** pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible, elle était soit inaccessible ou fermée pour des raisons de **sécurité (38%)**, soit il n'y avait jamais eu d'école fonctionnelle aux alentours (**25%**).

Dans **80%** des localités évaluées, l'école (bâtiments dédiés à l'enseignement), **13%** le bâtiment temporaire, non-durable ou endommagé et **4%** le bâtiment durable autre qu'une école était le **principal type de lieu utilisé pour l'éducation** primaire de la majorité des enfants (6 à 11 ans) de cette localité.

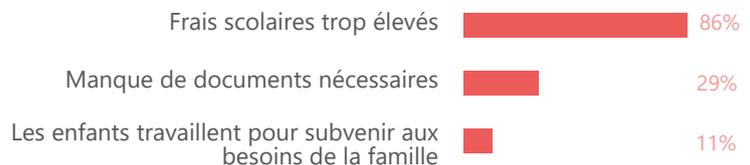
Proportion¹ des filles et des garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)



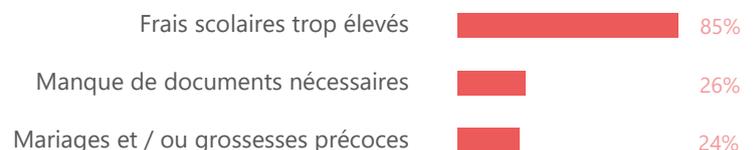
Proportion des filles et des garçons de 12 à 17 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées : (78 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons de 12 à 17 ans, en % de localités évaluées² : (78 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles de 12 à 17 ans, en % de localités évaluées² : (78 localités concernées)

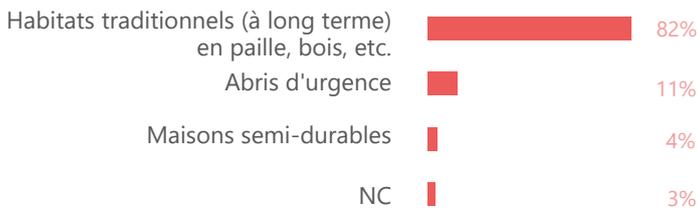




Abris

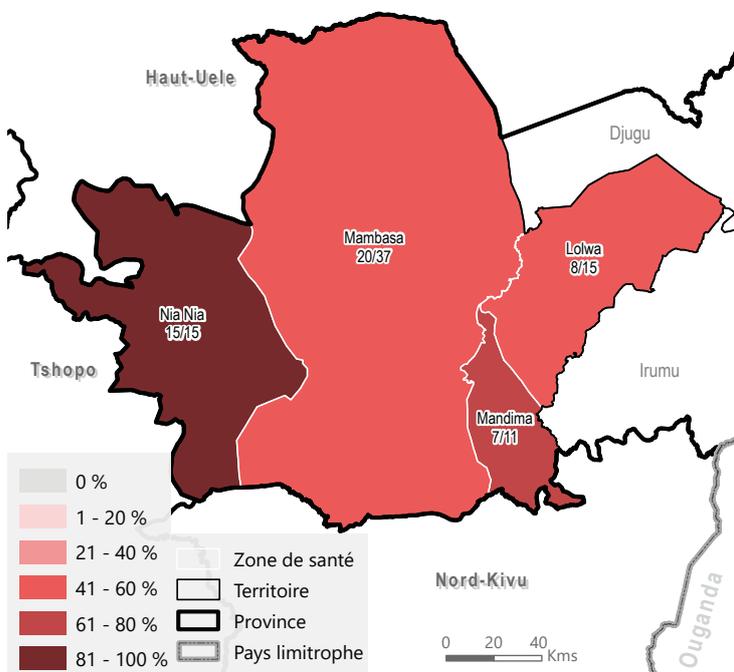
Dans **78%** des localités où la présence de populations autochtones avait été rapportée par les IC (78), la majorité de cette dernière ne disposait pas de support de couchage et de couverture. Cette proportion était de **96% (70/73)** pour les personnes déplacées (PDI et /ou retournées).

Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % des localités évaluées :
(78 localités concernées)



Dans **100%** des localités évaluées, le bois, petit bois étaient les principaux types de combustibles utilisés pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la

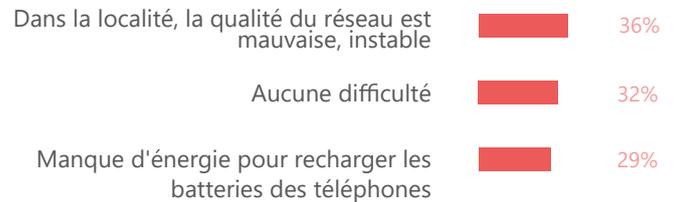
% des localités évaluées n'ayant pas bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, par ZS: (78 localités concernées)



Redevabilité et communication

Dans **99%** des localités évaluées, la radio était rapportée comme moyen préféré par la population pour recevoir des informations.

Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées¹ : (78 localités concernées, plusieurs réponses possibles, 3 réponses les plus souvent citées)



Dans **14%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **92%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance, en % de localités évaluées² :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	35%	14%	11%
Eau	33%	22%	8%
Soins médicaux	3%	20%	23%
NC	13%	22%	28%

Dans **31%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées, selon les IC, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**79%**) et était jugée insuffisante en quantité (**50%**), ou encore en qualité et en quantité (**21%**).

¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² La réponse "Aucun besoin / pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)

Agriculture	30%
Autorité traditionnelle	15%
Professeur / maître d'école	11%
Pas de profession	7%

174 IC



80% Hommes
20% Femmes

Le statut de déplacement des IC est :

Personne autochtone	81%
PDI	12%
Personne retournée	7%

Méthodologie

Le projet de suivi de la situation humanitaire mis en œuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de référence](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "zone de connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats

présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non-consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS ;
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 10% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Sud Kivu, Février 2024	Fiche d'information
Ituri, Janvier 2024	Fiche d'information
Nord kivu et Sud Kivu, Mars 2024	Fiche d'information
Sud kivu, Janvier 2024	Fiche d'information
Nord kivu, Janvier 2024	Fiche d'information
Sud Kivu, Décembre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Décembre 2023	Fiche d'information
Ituri, Décembre 2023	Fiche d'information
Maniema, Décembre 2023	Fiche d'information
Ituri, Novembre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Novembre 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Novembre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Novembre 2023	Fiche d'information
Sud Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Nord Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Septembre 2023	Fiche d'information

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).